MOVIMENTO EUROPEO
CONSIGLIO ITALIANO

IL PRESIDENTE

Un pouvoir démocratique contre les nationalismes : la leçon du Manifeste de Ventotene

Il m'est arrivé de me souvenir – dans des conversations universitaires, dans des rencontres avec des écoles et dans des séminaires fédéralistes à Ventotene – du Manifeste « *pour une Europe libre et unie* » écrit par Altiero Spinelli et Ernesto Rossi avec la contribution d'Eugenio Colorni, Ursula Hirschmann et Ada Rossi.

Il a été écrit, pendant l'hiver 1940-1941, comme résultat d'intenses discussions au sein d'un petit groupe de personnes antifascistes exilées à Ventotene et achevé au début de l'été 1941 pour le diffuser par les canaux de la clandestinité antifasciste d'abord en Italie, puis dans certains cercles intellectuels, en particulier en France et en Suisse.

Il a inspiré la déclaration des résistants de neuf pays en juillet 1944 en Suisse, qui a ensuite circulé parmi les mouvements de résistance dans toute l'Europe.

J'ai été frappé par la conviction de nombreux jeunes sur l'actualité de la pensée de Altiero Spinelli et Ernesto Rossi et surtout par l'idée que la proposition de créer un pouvoir démocratique européen, imaginée pour offrir une solution permanente aux problèmes communs des Européens à la fin de la Seconde Guerre mondiale, est encore plus valable aujourd'hui pour affronter d'autres et nouveaux problèmes communs.

J'ai découvert chez de nombreux jeunes une pensée que l'on pourrait imaginer dans les termes mêmes où elle avait été formulée par Altiero Spinelli en 1957 :

« *Le projet de fédération européenne n'était pas un bel idéal auquel il fallait rendre hommage pour ensuite s'occuper d'autre chose, mais un objectif pour la réalisation duquel nous devons agir maintenant, dans notre génération actuelle. Ce n'est pas une invitation à rêver, mais une invitation à agir* ».

J'ai également découvert dans les réactions des jeunes à la lecture du « *Manifeste* » le partage d'une autre idée essentielle d'Altiero Spinelli sur la nature de « *sa* » fédération :

« *Elle ne se présente pas comme une idéologie, elle ne propose pas de colorer de telle ou telle manière un pouvoir existant […] c'est la proposition sobre de créer un pouvoir démocratique européen, au sein duquel des idéologies auraient bien pu se développer, si les hommes en avaient eu besoin, mais très différentes d'elles... la reconnaissance de la diversité et de la fraternité des expériences nationales des peuples européens, parmi les*

00186 ROMA - VIA ANGELO BRUNETTI, 60 - TEL.: 06-36001705 - FAX: 06-87755731
e-mail: presidente@movimentoeuropeo.it - sito: www.movimentoeuropeo.it

langues, les écrivains et les penseurs desquels nous avons vécu pendant des années sans jamais nous sentir plus proches d'eux s'ils étaient italiens, plus éloignés s'ils étaient étrangers ».

La présentation raisonnée de l'alternative fédérale proposée par le « *Manifeste* » se distingue ainsi à la fois du fédéralisme idéologique de type proudhonien ou mazzinien que Altiero Spinelli définissait comme « *fumeux et tordu* ».
Elle se distingue de la conception de ceux qui croyaient et croient que la bataille fédéraliste ne sera gagnée que si la théorie fédéraliste est menée à son terme en tant qu'idéologie avec son propre aspect de valeurs constitutionnelles mais aussi universelles (la paix kantienne) et de valeurs historico-sociales (le dépassement de la division du genre humain en nations et en classes).

Le « *Manifeste* » était le point de rencontre de trois idées :

- L'intérêt de l'ancien communiste Altiero Spinelli pour la liberté de l'individu et celle de la société mais aussi pour l'idée que cette lutte ne pouvait pas s'arrêter aux frontières où le socialisme était en train de se construire (pour Spinelli « *l'URSS s'était progressivement débarrassée des superstructures internationalistes pour devenir elle-même nationaliste* »)
- Les critiques du libéral et ami de Luigi Einaudi Ernesto Rossi du capitalisme, du syndicalisme, du communisme et de son projet d'« *abolir la pauvreté* » en greffant un morceau de la constitution économique communiste sur une économie de marché
- Et l'analyse des causes économiques des guerres par l'ancien Justice et Liberté puis socialiste Eugenio Colorni.

La conversion à la démocratie avait conduit Altiero Spinelli à comprendre que l'action politique devait avoir pour objectif l'utilisation du pouvoir au service de la liberté et que l'État national était l'ennemi de la liberté.

Dans le cas d'Altiero Spinelli, la lutte pour la liberté de l'individu et de la société l'avait conduit, déjà dans la prison de Civitavecchia en 1935, au lendemain du début de la saison de la terreur stalinienne, à une rupture avec le PCI qui fut ensuite formalisée en 1937 à Ponza avec son expulsion du parti pour « *déviation idéologique et présomption petite-bourgeoise* ».

Ainsi, le « *Manifeste* » s'ouvre sur l'affirmation suivante :

> « *La civilisation moderne a posé comme fondement le principe de liberté selon lequel l'homme ne doit pas être un simple instrument au service d'autrui, mais un centre autonome de la vie. Fort de ce principe, un procès historique grandiose a été dressé contre tous les aspects de la vie sociale qui ne le respectaient pas* ».

Dans son autobiographie « *Ragazzo Rosso* », Giancarlo Pajetta se souvient de la scission de 1935 :

« *Nous nous sommes heurtés à Spinelli, un jeune communiste […] qui se faisait désormais passer pour un élève de Croce en attendant de devenir fédéraliste en exil […], l'hérétique impénitent, refusant de se soumettre, était en quelque sorte excommunié […] et nous voulions qu'il soit clair, à son arrivée en exil, qu'à Civitavecchia ses positions idéologiques et politiques avaient été considérées comme absolument étrangères à celles des communistes* ».

Dans le cas d'Ernesto Rossi, la critique du capitalisme et du communisme – ainsi que la lecture de textes fédéralistes anglais – l'avaient conduit à la conviction que seule une fédération européenne – « *initialement limitée à un noyau de pays latins* » – aurait garanti de plus grandes ressources pour le développement, les soustrayant à la préparation des guerres souhaitées par le pouvoir croissant des élites militaires et la centralisation administrative.

Des discussions qui ont précédé la rédaction du « *Manifeste* » est née la conviction que la Fédération européenne serait la seule solution raisonnable au problème, qui tourmentait l'Europe depuis 1870, de la coexistence pacifique de l'Allemagne avec les autres peuples du vieux continent.

La Fédération aurait été avant tout la possibilité pour les démocraties de contrôler « *ces Léviathans fous* » (l'expression est d'Altiero Spinelli) qu'étaient désormais les États-nations européens, puisque l'État fédéral les aurait empêchés de devenir des moyens d'oppression et aurait été empêché par eux de le devenir.

Contrairement à une partie de la théorie fédéraliste qui identifie la nation comme un mal en soi, les auteurs du « *Manifeste* » croyaient que l'idéologie de l'indépendance nationale avait été « *un puissant niveau de progrès » mais qu'elle portait en elle-même « les germes de l'impérialisme capitaliste* ».

Le « *Manifeste* » fut matériellement conclu en juin 1941, alors que la quasi-totalité de l'Europe continentale était soumise à Hitler, que les armées allemandes pénétraient sur le territoire russe et que seul le Royaume-Uni résistait au nazisme.

Altiero Spinelli était parfaitement conscient du fait que la culture fédéraliste était étrangère aux cultures politiques existant dans les pays européens qui allaient sortir de la guerre en tentant de restaurer les démocraties nationales, malgré l'origine universaliste des mouvements chrétiens, l'origine internationaliste des partis socialistes puis communistes, et l'origine cosmopolite des forces d'inspiration libérale.

Il savait que ces mêmes partis étaient désormais habitués, par habitude et tradition, à poser tous les problèmes à partir de l'hypothèse tacite de l'existence de l'État nation et à considérer les problèmes de l'ordre international comme des questions de politique étrangère à résoudre par des actions diplomatiques et des accords entre les différents gouvernements partageant ou acceptant ou se soumettant au principe de la souveraineté absolue.

A la voie diplomatique, Altiero Spinelli oppose ce qu'il appelle dans le « *Manifeste* » la « *voie révolutionnaire de l'agitation populaire* » en provoquant des états de fait qui, une fois survenus, ne peuvent plus être inversés, préfigurant ce qui sera la caractéristique de toute sa vie de fédéraliste fondée sur la pensée et l'action.

C'est dans ce contexte que se situe sa conviction invariable qu'un pouvoir démocratique européen ne pouvait être fondé que par une méthode démocratique, c'est-à-dire par un pouvoir européen constituant.

Bien que confinés à l'île de Ventotene, Altiero Spinelli, Ernesto Rossi et Eugenio Colorni ont su analyser avec une extrême lucidité l'état de la Seconde Guerre mondiale en 1941 et prédire la défaite de l'impérialisme allemand et des puissances totalitaires dont les forces « *ont atteint leur apogée et ne peuvent que s'épuiser progressivement* » sachant que « *la défaite de l'Allemagne ne conduirait cependant pas de manière autonome à la réorganisation de l'Europe selon notre idéal de civilisation* ».

Ils n'avaient cependant pas prévu que les Européens ne resteraient pas maîtres d'eux-mêmes dans la recherche de leur avenir mais – l'Europe ayant cessé d'être au centre du monde – seraient fortement conditionnés par des puissances extra-européennes : l'impérialisme soviétique à l'Est et l'hégémonie des États-Unis à l'Ouest.

Il y a un élément essentiel de la vision du « *Manifeste* » qui a été souligné par Norberto

Bobbio dans son essai «*Le fédéralisme dans le débat politique et culturel de la résistance*».

« *Le Manifeste* - rappelle Bobbio - *commence par parler du principe national et de sa dégénérescence, puis s'attaque au problème de la souveraineté absolue. Le dépassement de la souveraineté absolue conduit à l'État fédéral et le dépassement du principe national conduit à l'idée d'Europe. Et le mouvement qui naît à Ventotene est à la fois fédéral et européen* ».

« *Cela signifie* – conclut Bobbio – *que le mécanisme de l'État fédéral peut être appliqué à une autre réalité que l'Europe comme la fédération mondiale ou les fédérations qui sont en train d'être tentées entre les États du monde arabe* ».

Enfin, il y a une déclaration d'Altiero Spinelli sur les trois raisons de la pertinence du Manifeste, qui l'étaient dans les années 1980 à la veille du grand bouleversement provoqué par la chute de l'empire soviétique et le sont encore aujourd'hui après les bouleversements des vingt-cinq premières années du XXIe siècle :

- L'idée de poser les bases d'une fédération européenne sur le continent appartient à la génération actuelle et non à une génération indéterminée et lointaine dans le temps,
- L'action pour y parvenir nécessite une vaste mobilisation de l'opinion publique mais surtout un mouvement organisé selon une logique révolutionnaire,
- Et la ligne de démarcation entre les cultures politiques ne passe plus entre la droite et la gauche, entre le conservatisme et lex progrès, mais entre ceux qui défendent des souverainetés nationales apparentes et ceux qui sont prêts à se battre pour une souveraineté européenne supérieure, c'est-à-dire entre les immobilistes et les innovateurs.

Continuons son combat !

Rome, 19 mars 2025

Pier Virgilio Dastoli